

RECADRER LES JEUNES?

Incivilités au quotidien hier, dérives radicalistes aujourd'hui... Certains pensent qu'il serait temps de reprendre en main la jeunesse et lui rappeler certaines valeurs. Et pourquoi pas au sein d'un service civil...

Juste après les attentats contre *Charlie Hebdo*, il y a un an, le président français François Hollande avait évoqué son souhait de créer des lieux de rencontre entre les différents groupes sociaux pour éviter des dérives de la radicalisation. Le locataire de l'Élysée l'avait affirmé: ce seraient 150.000 volontaires qui partiraient à la découverte "de l'autre" via des missions citoyennes en 2016. Plus récemment, c'est l'Allemagne qui, de son côté, a investi dans des initiatives de ce genre. Et en Belgique, qui figure parmi les plus grands exportateurs de djihadistes de l'UE par tête d'habitant?

Bien sûr, on en entend à l'occasion prôner la réinstauration pure et simple du service militaire obligatoire. Une mesure qui n'aboutira jamais. Mais pourquoi pas un véritable "service civil" élargi à un grand nombre de jeunes? Chez nous, ce dernier existe, mais, contrairement à la France, ce n'est pas l'État qui gère ces programmes. Chez nous, ce rôle revient à une association autonome appelée la Plateforme pour le service citoyen. Pourquoi? Comme le soulignait récemment dans une lettre ouverte son responsable, François Ronveaux, "*une (grande) partie de la réponse est directement liée à la tristement légendaire complexité institutionnelle et politique de notre pays, laquelle agit comme un véritable frein à l'innovation*". De plus, aucun pouvoir politique n'oserait aujourd'hui affronter le difficile chantier de la collaboration avec les autres niveaux de pouvoir.

Ceci étant, pour les éventuels nostalgiques du kaki et des grelots ABL, dans sa forme actuelle, il ne serait pas si éloigné du service militaire pour autant. "*Dans l'un comme dans l'autre, les jeunes rencontrent des gens de toutes les classes sociales et origines. Une occasion qu'ils ne retrouveront peut-être jamais dans leur vie. Ça leur ouvre l'esprit*", explique le même François Ronveaux. Sauf que dans le cadre de cet engagement au profit de la collectivité réservé aux 18-25 ans, on n'apprend plus à défendre son pays, mais à se rendre utile pour la collectivité. Ce qui revient peut-être d'ailleurs un peu au même.

Impliqués pour une durée minimale de six mois, plusieurs jeunes collaborent à temps plein sur une même mission citoyenne. Ces engagés partent également à la rencontre des autres générations. Prenons

l'exemple de Ravel, 21 ans lors de son service citoyen et impliqué dans le projet "Passeurs de mémoire". Un programme où des jeunes rencontrent des personnes du troisième âge. Ils collectent leurs souvenirs et montrent ensuite leurs talents de vidéastes à travers un documentaire basé sur la relation des deux individus désormais très proches. "*Après mes études supérieures, je voulais travailler pour gagner un peu d'argent, explique Ravel. Mais trouver un job a été difficile car je n'étais pas assez qualifié.*" Le jeune homme s'est alors tourné vers ce projet vidéo. Il y présente Ada, une vieille dame qui souffre de la maladie d'Alzheimer.

Mais l'aide sociale n'est pas la seule activité proposée par la Plateforme. Tant que ça reste dans le milieu associatif sans but lucratif, il est possible de décrocher une expérience dans le secteur culturel, dans le monde de l'éducation et de la jeunesse, et même dans le sport. Parmi les missions proposées: assister une compagnie de théâtre itinérant en tournée ou réaliser des reportages pour Télé Bruxelles. Les plus en forme peuvent aussi opter pour un programme d'aide aux jeunes issus de milieux populaires à travers des activités sportives.

IDÉAL POUR S'ORIENTER

Autre avantage: ce programme aiderait les jeunes à trouver leur voie. "*L'insertion socioprofessionnelle des jeunes n'est pas notre objectif, mais en est un effet plaisant*", affirme François Ronveaux. M'Barka, qui a fini son service civil en octobre dernier, a bénéficié de cet apport. Elle était en mission pour l'ASBL Jeunes & Nature. "*Je faisais monter des enfants en fauteuil roulant au sommet des montagnes, explique cette Bruxelloise. Ça m'a donné envie de reprendre des études d'éducatrice spécialisée.*" Les missions citoyennes ne représentent pas l'entièreté du service. Le vendredi est souvent consacré à des formations. "*On cherche des solutions aux soucis rencontrés durant les missions*", explique le directeur de la Plateforme. Des formations sectorielles sont aussi proposées. "*Si un de ces jeunes est dans le secteur de l'aide aux personnes, on va par exemple lui proposer de passer le brevet "premiers secours" de la Croix-Rouge.*" En plus de cela, la Plateforme accueille les jeunes dans des modules de connaissance de soi qui les aident à s'orienter. Manoëlle incarne l'efficacité de ces cours. "*Je voulais devenir éducatrice dans le milieu du sport avant de commencer une mission dans un centre d'escalade avec des enfants*", explique cette ancienne grimpeuse de compétition. Mais grâce aux formations, elle s'est rendu compte que ce n'était pas ce qu'elle voulait faire. "*Les professeurs m'ont cassée au début, mais maintenant je les remercie. J'étudie la communication. Ça me correspond beaucoup mieux.*"

Bien sûr, ces missions ne demandent pas énormément de qualifications préalables. Aucune sélection n'est faite sur la base des compétences des candidats. C'est la règle du "premier arrivé, premier servi" qui prime. A priori, les missions proposées ne seraient pas d'un grand intérêt, ni très valorisantes. François Ronveaux tient tout de suite à tordre le coup à cette idée préconçue. *"Le service citoyen met toujours les jeunes en valeur, car ils ne se font jamais critiquer."* La Plateforme impose uniquement des obligations de moyens et d'implication, mais pas de résultats.

OBLIGATOIRE?

De là à rendre ce projet obligatoire, il y a de la marge. Selon François Ronveaux, il faudrait que l'État débloque près de 800 millions d'euros pour envoyer les quelque 125.000 jeunes Belges éligibles en mission civile. Il y a quelques mois, le député MR Philippe Goffin a, lui, proposé un projet moins coûteux. Les élèves de fin de secondaire devraient selon lui rentabiliser les deux semaines blanches de fin d'année, pendant lesquelles ils n'ont généralement pas cours, par des missions. Ici aussi, le but est de créer un lieu de rencontre entre les jeunes issus de milieux sociaux différents. *"Ces missions seraient obligatoires, car elles s'inscriraient dans l'obligation scolaire"*, explique le député fédéral. Un programme qui ne coûterait presque rien puisque les jeunes ne recevraient aucune indemnité financière. Les autres partis politiques francophones préfèrent quant à eux garder le caractère facultatif du service. Mais c'est surtout l'aspect financier qui bloque son instauration pour tous. Les jeunes en service touchent des indemnités qui ne dépassent pas actuellement les 200

euros par mois. Une somme bien sûr insuffisante pour subvenir à leurs besoins de manière autonome. Et qui a poussé la Plateforme à de multiples demandes en faveur d'une loi sur un statut de "jeune en service citoyen". Une manière d'obtenir davantage de subsides et ainsi permettre aux jeunes de toucher des indemnités plus importantes. Sans oublier que ce programme pourrait alors accueillir plus de candidats. Une carte blanche a ainsi recueilli des centaines de signatures de représentants des mondes politique, social et culturel comme le ministre d'État Louis Michel, le recteur de l'université de Namur ou les frères Dardenne.

**"TOUTES
LES CLASSES
SOCIALES
ET ORIGINES
SE RENCONTRE-
RAIENT.
ÇA N'ARRIVE
JAMAIS DANS
LA VIE."**

